

Chers camarades,

Nous vous invitons - organisations et individus - à signer la déclaration « **Ukraine : Une paix populaire, pas une paix impériale** », que nous vous présentons avec cette lettre et le document ci-dessous.

Les mois à venir seront très difficiles pour la résistance ukrainienne contre les forces d'occupation russes. En coordination avec le gouvernement ukrainien, le gouvernement suisse organisera une conférence de paix internationale près de Lucerne les 15 et 16 juin.

Nous pensons que cette conférence de paix est une occasion importante de sensibiliser à la lutte d'autodéfense du peuple ukrainien contre l'occupation russe du point de vue des travailleurs-euses. C'est pourquoi nous voulons opposer aux ambitions de la conférence de paix officielle une perspective internationaliste basée sur la solidarité et orientée vers une transformation sociale et écologique radicale dans toute l'Europe. Nous nous engageons ensemble pour l'autodétermination de l'Ukraine et en faveur du renversement démocratique du régime de Poutine.

Le Bewegung für den Sozialismus /Mouvement pour le socialisme (BFS/MPS) en Suisse et Solidarités - organisation anticapitaliste, féministe et écosocialiste en Suisse, l'ONG socialiste démocratique Sotsialnyi Rukh en Ukraine, le collectif russe Posle Media et Emanzipation - Zeitschrift für ökosozialistische Strategie ont convenu de promouvoir une proclamation commune pour intervenir dans les débats internationaux sur les perspectives de paix.

Cette déclaration commune vise à atteindre trois objectifs :

1. Initier un processus commun de compréhension entre les organisations, initiatives et collectifs médiatiques signataires sur la manière dont nous pouvons contribuer à consolider la solidarité avec la résistance ukrainienne.
2. Stimuler des discussions approfondies sur l'autodétermination nationale, la rivalité interimpérialiste, la réflexion sur les blocs géopolitiques, le réarmement, les stratégies anti-impérialistes et écosocialistes et, en général, les mobilisations émancipatrices de la classe ouvrière, en particulier au sein des mouvements sociaux progressistes tels que le mouvement féministe, le mouvement écologiste, la solidarité migratoire et les syndicats.
3. Initier un dialogue entre les signataires pour une compréhension programmatique et stratégique plus complète d'une transformation anticapitaliste et écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans une perspective de solidarité mondiale.

Nous demandons aux organisations socialistes, écosocialistes, féministes, non-autoritaires, anarchistes et écologistes radicales, aux initiatives et aux collectifs médiatiques en Europe et au-delà de l'Europe de signer cette déclaration d'ici le 14 juin.

Nous essaierons de publier la déclaration aussi largement que possible au niveau international.

Sur la base de la déclaration commune et de la discussion qui a été suscitée, nous aimerions continuer et approfondir la discussion entre les organisations signataires, les initiatives et les collectifs de médias.

Nous commencerons cette discussion en organisant une conférence en ligne le 15 juin. Lors de cette conférence, des intervenant-e-s des organisations promotrices présenteront le contenu et les objectifs les plus importants de cette déclaration et suggéreront des idées pour la poursuite du débat politique et de la collaboration (de plus amples informations suivront).

Les organisations sont priées d'envoyer la confirmation de leur signature avant le 14 juin à
Joao_Woyzeck@proton.me and redaktion@emanzipation.org

Particuliers, veuillez signer ici : <https://forms.gle/EAPYSoJCHpWq4bHR6>

En toute solidarité,

Joao Woyzeck pour le Mouvement pour le Socialisme et Christian Zeller pour emanzipation, le 4 juin 2024

Ukraine : Une paix populaire, pas une paix impériale

Déclaration commune d'organisations écosocialistes, anarchistes, féministes, environnementales et de groupes en solidarité avec la résistance ukrainienne et pour une reconstruction sociale et écologique autodéterminée de l'Ukraine.

Le gouvernement suisse organisera les 15 et 16 juin 2024 une conférence internationale pour un processus de paix en Ukraine sur la montagne Bürgenstock, près de Lucerne. Le gouvernement ukrainien soutient cette conférence.

Cette conférence a lieu dans une phase décisive de la guerre. Depuis des mois, les forces d'invasion russes percent des brèches dans les défenses ukrainiennes et les repoussent, au prix de lourdes pertes. Les dirigeants russes ont annoncé une offensive majeure et s'en prennent à la population de Kharkiv, une ville qui compte des millions d'habitants.

Nous soutenons toutes les mesures visant à instaurer une paix qui permette au peuple ukrainien de reconstruire le pays d'une manière autodéterminée. La paix exige le retrait complet des forces d'occupation russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Dans cette optique, nous espérons que la conférence de paix en Suisse contribuera au rétablissement de la souveraineté de l'Ukraine.

Les conditions pour y parvenir sont extrêmement difficiles. Les représentants du régime de Poutine proclament régulièrement qu'ils ne reconnaissent pas une Ukraine indépendante et nient l'existence du peuple ukrainien. Le régime de Poutine poursuit un projet de Grande Russie, soumet les populations des territoires occupés à la terreur et vise à éradiquer la culture ukrainienne. Le régime au pouvoir en Russie commet régulièrement des crimes de guerre contre la population ukrainienne.

L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, ne remet pas seulement en question l'indépendance de l'Ukraine. Elle encourage également d'autres régimes autoritaires à menacer des populations voisines, à occuper des territoires et à y expulser massivement des populations. Afin d'éviter toute résistance chez elle, l'armée russe recrute désormais aussi des habitants des pays voisins et du Sud pour servir de chair à canon.

En raison de la résistance massive – et étonnante – de la population ukrainienne, les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont commencé à soutenir l'armée ukrainienne dans sa défense contre les forces d'occupation russes. Cependant, ils soutiennent l'Ukraine pour affirmer leurs propres intérêts dans la rivalité impérialiste mondiale. Les États-Unis visent à affaiblir leur contrepartie russe tout en montrant leur force face à la Chine montante et en donnant le ton aux puissances européennes qui sont à la fois partenaires et rivales. Pourtant, bien que le Congrès américain ait finalement approuvé le 20 avril 2024 un programme d'aide conséquente pour l'Ukraine, qui avait été bloquée par le Parti républicain pendant neuf mois, le soutien à l'Ukraine est toujours resté sélectif et insuffisant.

De même, les sanctions économiques imposées par les gouvernements de l'UE et des États-Unis à l'encontre de la Russie et des représentants du régime de Poutine sont sélectives, mal ciblées et insuffisantes. Elles n'empêchent pas la Russie de continuer à exporter du pétrole et du gaz, ainsi que d'autres matières premières stratégiquement importantes, qui alimentent son trésor de guerre. Certains pays européens ont même considérablement

augmenté leurs importations de GNL en provenance de Russie depuis le début de la guerre. D'autres, comme l'Autriche, obtiennent plus de 90 % de leurs importations de gaz naturel de la Russie. Les gouvernements de ces pays obligent les consommateurs de gaz à financer la guerre de Poutine contre la population ukrainienne.

Le gouvernement suisse, hôte de la conférence de paix, a non seulement accordé des allègements fiscaux aux oligarques russes pendant des décennies, mais il a également refusé de confisquer les actifs de ces oligarques depuis le début de l'invasion russe à grande échelle. En tant que plaque tournante majeure du négoce international de matières premières, la Suisse offre depuis de nombreuses années aux capitaux russes d'excellentes possibilités d'acquérir des richesses. De nombreux politiciens bourgeois ont accueilli avec plaisir ces entreprises en Suisse. Par la vente de produits à double usage, la Suisse contribue à l'équipement de la machine de guerre russe. Enfin, le secteur financier suisse facilite le commerce du pétrole russe.

Tant aux États-Unis qu'en Europe, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'establishment politique et économique pour subordonner leur soutien à l'Ukraine à certaines conditions. Leur objectif est de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle cède de vastes territoires et plusieurs millions d'habitants au régime de Poutine. Une telle paix, imposée par des puissances impériales majeures, renforcerait le régime de Poutine et ne parviendrait pas à jeter les bases d'une reconstruction démocratique durable de l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une paix fondée sur les intérêts de la population et des travailleurs-euses d'Ukraine et de Russie, et soutenue par eux. Une telle perspective ne peut aboutir que si les syndicats, les organisations de femmes, les initiatives environnementales et diverses organisations de la société civile d'Ukraine et de Russie aboutissent aux pourparlers de paix.

L'occupation est un crime ! Nous sommes guidés par les principes d'auto-libération, d'émancipation et d'autodétermination de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés, au-delà des considérations géopolitiques. En ce sens, nous sommes également solidaires du peuple palestinien, qui lutte pour son autodétermination depuis des décennies. De même, nous soutenons les peuples kurde et arménien et tous les autres peuples menacés par l'oppression liée à une occupation, nationale et culturelle.

Sur la base de notre positionnement, en soutenant la résistance ukrainienne contre l'occupation russe, nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socio-écologiques radicales et, à terme, pour une transformation écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans le cadre d'une solidarité mondiale.

En soumettant cette déclaration à la discussion, nous voulons contribuer à un processus transnational de compréhension et de clarification politique entre les forces de gauche qui partagent ces convictions importantes dans toute l'Europe et au-delà.

12 Principes pour une paix juste en Ukraine dans une Europe basée sur la solidarité et l'écologie

Nous, les organisations et initiatives soussignées, voulons promouvoir un processus de paix qui adhère aux 12 principes suivants.

1. La réalisation d'une paix socialement juste et écologiquement durable exige le retrait inconditionnel et complet des forces d'occupation russiennes de l'Ukraine, le retour de l'ensemble du territoire à ses frontières internationalement reconnues.
2. La Russie détruit systématiquement les villes, les infrastructures et l'environnement pour démoraliser la population et susciter une grande vague de réfugiés. Contre cette terreur quotidienne, nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » soutiennent l'Ukraine dans la protection de sa population et de ses infrastructures contre les bombardements et les attaques par les missiles de la puissance d'occupation russe. Nous sommes favorables à un soutien humanitaire, économique et militaire massif des pays riches d'Europe en faveur de l'Ukraine. La population ukrainienne a un besoin urgent de protection contre les bombes et les roquettes russes.
3. Nous nous opposons aux tentatives des gouvernements « occidentaux », des représentants de l'OTAN et de l'UE de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle fasse des concessions massives à la puissance occupante russe. Nous nous opposons à l'idée que l'Ukraine doive céder plusieurs millions de personnes au régime de Poutine. C'est uniquement au peuple ukrainien de décider comment faire face à cette situation atroce d'occupation continue et probablement croissante. Nous soutenons la résistance armée et non-armée des Ukrainiens contre la puissance d'occupation russe.
4. Nous demandons que tous les Russes qui refusent le service militaire se voient accorder un statut de résident sûr dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. La désertion massive est importante pour affaiblir la machine de guerre russe.
5. Nous soutenons la lutte politique des syndicats ukrainiens, des organisations de femmes et des initiatives environnementales contre les politiques néolibérales anti-ouvrières du gouvernement du président Volodymyr Zelenskyy. Ces politiques sapent la défense de l'Ukraine contre l'occupation russe qui bénéficie d'un large soutien social, et rendent impossible une reconstruction socialement juste et écologiquement durable.
6. Nous sommes solidaires du mouvement anti-guerre, de l'opposition démocratique et des luttes ouvrières indépendantes en Russie. Nous sommes également solidaires des nationalités opprimées en Russie qui souffrent particulièrement de la guerre et luttent pour leur autodétermination. C'est leur jeunesse qui est utilisée comme chair à canon par le régime de Poutine. Ces mouvements sont un facteur clé pour parvenir à une paix juste et à une Russie démocratique.
7. La Russie a emprisonné de nombreuses personnes originaires d'Ukraine en tant que prisonniers politiques. Beaucoup ont été condamnés à des décennies de prison et de camps pénitentiaires. Nous demandons leur libération inconditionnelle. Nous exigeons que la Croix-Rouge internationale soit autorisée à maintenir des contacts réguliers avec tous les prisonniers de guerre. La libération des prisonniers de guerre est une condition préalable à toute paix juste.
8. La Russie doit payer des réparations au peuple ukrainien. Les oligarques de Russie et d'Ukraine doivent être expropriés. Leurs biens doivent être mis à la disposition de la reconstruction de l'Ukraine
9. Nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » annulent immédiatement les dettes de l'Ukraine. C'est une condition essentielle pour la reconstruction souveraine du pays. Les Etats riches d'Europe et d'Amérique du Nord doivent mettre en place des programmes de soutien complets et étendus en faveur du peuple ukrainien et de la reconstruction du pays. Cette reconstruction doit se faire sous le contrôle démocratique de la population, des syndicats, des initiatives écologiques, des organisations féministes et des quartiers organisés dans les villes et les villages.
10. Nous nous opposons à tous les projets des gouvernements européens et nord-américains, ainsi que des organisations internationales, visant à imposer un programme économique néolibéral au peuple ukrainien. Cela prolongerait et aggraverait la pauvreté et la souffrance. Nous dénonçons également tous les efforts visant à solder les biens et les actifs de la population ukrainienne à des sociétés étrangères. Le redressement et la réorganisation de l'agriculture, de l'industrie, des systèmes énergétiques et de toute la base sociale doivent servir à la transformation socio-écologique de l'Ukraine, et non à la fourniture de main-d'oeuvre, de céréales et d'hydrogène bon marché aux pays d'Europe occidentale.
11. Un soutien militaire efficace à l'Ukraine ne nécessite pas une nouvelle vague d'armements. Nous nous opposons aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers. Il faut au contraire que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord fournissent, à partir de leurs immenses arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. En ce sens, nous demandons que l'industrie de l'armement ne serve pas les intérêts de profit du capital – au contraire, nous voulons travailler à l'appropriation sociale de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. En même temps, pour des raisons écologiques sociales et urgentes, nous soulignons l'impératif de convertir démocratiquement l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale.
12. Nous voulons lancer un débat sur une réorganisation radicale de l'Europe. Nous voulons contribuer au développement d'une perspective européenne commune pour des réformes socio-écologiques radicales, et en particulier pour une transformation écosocialiste fondamentale de l'ensemble du continent européen dans le respect de la solidarité mondiale. Dans ce cadre conceptuel, nous soutenons la volonté du peuple ukrainien d'adhérer à l'UE, bien que nous rejetions les fondations néolibérales de l'UE qui appauvrissent des millions de personnes et favorisent un développement non qualifié en Europe. Nous considérons la perspective d'une adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est comme une occasion de réfléchir ensemble à la manière dont un changement socio-écologique aussi radical peut être initié dans toute l'Europe, y compris une stratégie énergétique commune, une conversion industrielle écologique, des systèmes de retraite par répartition, une protection efficace du travail, une politique migratoire solidaire, des paiements de transfert interrégionaux et une sécurité militaire ralliant la sortie de l'industrie de l'armement. Les forces syndicales, féministes, écologiques, anti-autoritaires et socialistes d'Europe de l'Est devraient jouer un rôle important dans ce débat.

Cette déclaration a été initiée conjointement par Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) en Ukraine, Posle Media Collective en Russie, Bewegung für den Sozialismus / Mouvement pour le Socialisme en Suisse et solidaritéS - mouvement anticapitaliste, féministe, écosocialiste en Suisse, emanzipation - Zeitschrift für ökosozialistische Strategie (DE, AT, CH) et publiée le 4 juin 2024.

Nous invitons toutes les organisations, groupes, initiatives, collectifs médiatiques et personnes intéressés à diffuser et à signer cette Déclaration d'ici le 14 juin. Veuillez envoyer la confirmation de votre signature à : Joao_Woyzeck@proton.me and redaktion@emanzipation.org

Pour les personnes individuelles, veuillez signer ici : <https://forms.gle/EAPYSoJCHpWq4bHR6>